



Finances publiques : l'austérité organisée au nom de "l'économie de guerre"

L'arithmétique est souvent présentée comme le point de départ de toute analyse sérieuse. Encore faut-il ne pas en faire une fin en soi.

Dans ses éditions des 8 et 19 avril, le journal Les Échos, s'appuyant sur les travaux du Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP), alerte sur les conséquences budgétaires de la hausse programmée des dépenses militaires.

L'objectif affiché par le gouvernement de ramener le déficit public sous les 3% du PIB à l'horizon 2029 impose une contrainte drastique : hors charge de la dette, les dépenses publiques(*) ne pourraient progresser de plus de 20 milliards d'euros par an.

Dans ce cadre déjà contraint, la décision d'augmenter massivement le budget militaire – à hauteur de 36 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030 – vient bouleverser tous les équilibres.

Le HCFP intègre cette trajectoire comme acquise, bien qu'elle ne soit pas encore votée, avec une montée en charge rapide : +6,5 milliards en 2027, +8 milliards en 2028, puis +9 milliards en 2030.

Conséquence directe : l'ensemble des autres dépenses publiques devra être comprimé à un niveau inédit. Selon le HCFP, leur progression ne devra pas dépasser 11 milliards d'euros dès l'an prochain, alors même qu'elles ont augmenté de 36 milliards en 2025 et que 25 milliards sont encore prévus en 2026, déjà jugés excessifs.

Dans ce contexte, le comité d'alerte des finances publiques qui s'est réuni hier 21 Avril sous la présidence du moine-soldat Lecornu a acté une première vague d'économies, de 6 milliards d'euros pour compenser le coût de la guerre au Moyen-Orient. Ces coupes toucheront prioritairement les services publics 4 Milliards et la Sécurité sociale 2 Milliards, pourtant déjà confrontés à un sous-financement critique.

Pour le CODEF, cette orientation ne relève pas d'une nécessité technique, mais d'un choix politique clair : imposer une politique d'austérité sous couvert d'"économie de guerre".

L'arithmétique budgétaire ne peut tenir lieu de projet de société. D'autres choix sont possibles que la réduction systématique des moyens alloués aux services publics et à la protection sociale.

Le CODEF refuse cette logique et défend un modèle fondé sur la solidarité, l'investissement public et la cohésion sociale.

(*) Ce qu'ils appellent « dépenses publiques » – selon une lecture strictement libérale –, c'est en réalité tout ce qui fait tenir le pays : État, collectivités, protection sociale, soit plus de 1 700 milliards d'euros par an. Ramener leur hausse à 11 milliards relève donc de l'affichage dérisoire, alors même que les 36 milliards supplémentaires en 2025 n'ont déjà pas suffi à répondre à l'asphyxie des services publics et de la Sécurité sociale. À chacun d'en tirer les conséquences.

22 Avril 2026